

**Session de Strasbourg**

**L'ENSEIGNEMENT  
DU DROIT INTERNATIONAL PUBLIC  
ET PRIVÉ**

*(Résolution du 4 septembre 1997)*

**THE TEACHING  
OF PUBLIC AND PRIVATE  
INTERNATIONAL LAW**

*(Resolution adopted on September 4, 1997)*

DIXIÈME COMMISSION / TENTH COMMISSION

**Rapporteur : M. Ronald MACDONALD**

*The English text is authoritative*



L'ENSEIGNEMENT  
DU DROIT INTERNATIONAL  
PUBLIC ET PRIVÉ

(*Dixième Commission,*  
*Rapporteur :*  
*M. Ronald Macdonald*)

*L'Institut*  
*de Droit International,*

*Réaffirmant* la résolution adoptée à la session d'Athènes, le 12 septembre 1979, sur l'enseignement du droit international ;

*Soulignant* que le droit international affecte de plus en plus le contenu du droit national et qu'une connaissance du droit international est nécessaire pour s'acquitter d'un large éventail de responsabilités professionnelles au niveau national et des responsabilités qui incombent aux individus dans une société internationale caractérisée par une cohésion croissante ;

*Réaffirmant* que, dans les conditions qui prédominent dans le monde actuel, l'enseignement du droit est incomplet s'il n'englobe pas les éléments fondamentaux du droit international, public et privé ;

*Notant* que la communauté internationale évolue vers un système plus complexe dans lequel les acteurs non étatiques prennent une importance grandissante et que le droit international et les droits nationaux sont de plus en plus liés entre eux ;

THE TEACHING OF PUBLIC  
AND PRIVATE  
INTERNATIONAL LAW

(*Tenth Commission,*  
*Rapporteur :*  
*Mr Ronald Macdonald*)

*The Institute*  
*of International Law,*

*Reaffirming* the Resolution adopted at its Athens session on 12 September 1979 on the teaching of international law ;

*Emphasising* that international law increasingly affects the content of municipal law and that a knowledge of international law is necessary to discharge a wide range of professional responsibilities at the national level and the responsibilities of individuals in an increasingly cohesive international society ;

*Reaffirming* that, in the conditions prevailing in the present world, legal education is incomplete if it does not cover the basic elements of public and private international law ;

*Noting* that the international community is moving to a more complex system in which non-State actors are increasing in importance and that international and national laws are becoming more closely interrelated ;

*Soucieux* d'adapter l'enseignement du droit international à l'évolution du système international ainsi qu'au rôle et aux intérêts des divers acteurs non étatiques, y compris les individus ;

*Désirant* contribuer aux efforts d'ensemble tendant à renforcer l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le droit international en vue de la réalisation des buts fixés par la Résolution 44/23 de l'Assemblée générale du 17 novembre 1989 ;

I. — *Recommande ce qui suit :*

1. Chaque faculté ou institut de droit devrait offrir un enseignement de base consistant en un ou plusieurs cours de droit international public et privé. Le but de cet enseignement est de familiariser les étudiants avec les éléments fondamentaux du droit international public et privé et de fournir le point de départ d'une formation plus spécialisée, susceptible d'être acquise à des stades ultérieurs du processus éducatif.

2. L'obtention d'un diplôme de fin d'études dans les facultés ou instituts de droit ainsi que l'admission dans une profession juridique, dans la magistrature, ou dans le service diplomatique devrait être subordonnée à la sanction préalable d'un ou de plusieurs enseignements de base en droit international public et privé. Ces enseignements pourraient utilement comprendre les sujets visés à l'Annexe I.

*Anxious* to ensure that the teaching of international law is sufficiently adapted to changes in the international system and to the role and interests of various non-State actors, including individuals ;

*Desiring* to contribute to global efforts to strengthen the teaching, study, dissemination, and wider appreciation of international law within the framework of the United Nations Decade on International Law in pursuance of the goals set out in General Assembly Resolution 44/23 of 17 November 1989 ;

I. — *Recommends that :*

1. Every school and faculty of law offer a foundation course or courses on public and private international law. The purpose of such courses is to familiarise students with the basic elements of public and private international law and to provide a foundation on which more specialized knowledge can be acquired at later stages of the educational process.

2. No law student graduate from schools or faculties of law or enter the practice of law and the judicial or diplomatic service without having had a foundation course or courses on public and private international law. The foundation course might usefully include the topics referred to in Annex I.

3. Les facultés ou instituts de droit devraient offrir un éventail de cours et de séminaires facultatifs destinés à compléter l'enseignement général décrit au paragraphe 1. Les sujets qui pourraient être proposés à titre facultatif aux niveaux supérieurs de cet enseignement de droit international public et privé sont visés à l'Annexe II.

4. Lorsque deux cours distincts sont offerts en droit international public et privé, il est établi une corrélation et une coordination étroites entre eux.

5. Lorsque l'admission dans une profession juridique a lieu au moyen d'un examen professionnel, cet examen ou ces examens devraient comprendre des épreuves de droit international public et privé.

6. (1) Les programmes des facultés de sciences politiques et d'autres institutions universitaires similaires devraient comporter un enseignement de base en droit international public et privé.

(2) Les programmes des académies militaires et des institutions similaires de formation des officiers et sous-officiers devraient comporter, outre cet enseignement de matières générales, un cours portant sur le droit des conflits armés, y compris le droit international humanitaire. Les principales règles de ce droit devraient aussi faire partie de la formation de tous les membres des forces armées.

3. Schools and faculties of law offer a range of optional courses and seminars supplementing the foundation course or courses described in paragraph 1. Subjects that might be offered on an optional basis at advanced levels of instruction are referred to in Annex II.

4. Where two separate courses are offered on public and private international law, there will be close interrelation and coordination between them.

5. Where admission to the practice of law is by professional examination, the examination or examinations should include public and private international law among the subjects regularly examined.

6. (1) The curricula of the political science faculties and similar university departments should include a course on the basic principles of public and private international law.

(2) The curricula of military academies and similar institutions for the training of officers and non-commissioned officers should incorporate, in addition to the course on general matters, a course on the law of armed conflict, including international humanitarian law. The main rules of this body of law should also be part of the training of all members of the armed forces.

- (3) Un effort spécial doit être fait pour dispenser dans les écoles secondaires une initiation au système juridique international.

## II.

*Invite* le Bureau à créer dans le cadre de l'Institut une Commission permanente chargée de faciliter la réalisation des objectifs de la présente résolution. Une attention spéciale devrait être accordée à l'enseignement du droit international public et privé dans les pays en développement, y compris l'accès aux informations juridiques et la dotation nécessaire aux bibliothèques et centres de documentation.

\*

Strasbourg, le 4 septembre 1997.

- (3) Every effort should be made to offer in high schools an introduction to the international legal system.

## II.

*Invites* the Bureau to create a permanent Commission within the framework of the Institute to facilitate the realisation of the goals of this Resolution. Special attention should be given to teaching of public and private international law in developing countries, including access to legal information and the provision of adequate library sources.

\*

Strasbourg, September 4, 1997.

## ANNEXE I

En droit international public, l'enseignement de base pourrait utilement comprendre les sujets suivants :

- (i) L'histoire, la nature et la fonction du droit international.
- (ii) Les sources du droit international.
- (iii) Le droit des traités.
- (iv) Les rapports entre le droit international public et le droit international privé.
- (v) Les rapports entre le droit international et le droit national.
- (vi) Les sujets du droit international, y compris l'individu.
- (vii) Le droit du territoire terrestre, de la mer, de l'air et de l'espace.
- (viii) Jurisdiction et immunités ; nationalité ; étrangers ; réfugiés.
- (ix) Le droit international des droits de l'homme.
- (x) La responsabilité des États.
- (xi) Le règlement pacifique des différends.
- (xii) L'emploi de la force et le système de sécurité collective des Nations Unies.

En droit international privé, l'enseignement de base pourrait utilement comprendre les sujets suivants :

- (i) Les sources du droit international privé.
- (ii) Les rapports entre le droit international privé et le droit international public.
- (iii) Les principes de la compétence judiciaire.
- (iv) La loi applicable (facteurs de rattachement, qualification, ordre public).
- (v) La reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires étrangères.

## ANNEX I

For Public International Law, the foundation course might usefully include the following topics :

- (i) The history, nature, and function of international law.
- (ii) The sources of international law.
- (iii) The law of treaties.
- (iv) The relationship between public and private international law.
- (v) The relationship between international law and national law.
- (vi) Subjects of international law, including the individual.
- (vii) The regulation of land, sea, air, space.
- (viii) Jurisdiction and immunities ; nationality ; aliens ; refugees.
- (ix) The international law of human rights.
- (x) State responsibility.
- (xi) The peaceful settlement of disputes.
- (xii) The use of force and the United Nations system of collective security.

For Private International Law, the foundation course might usefully include the following topics :

- (i) Sources of private international law.
- (ii) The relationship between private and public international law.
- (iii) Principles of jurisdiction to adjudicate.
- (iv) Choice of law (connecting factors, characterisation, public policy).
- (v) Recognition and enforcement of foreign judgements.

## ANNEXE II

En droit international public, les sujets suivants, entre autres, pourraient être proposés à titre facultatif :

- (i) Le droit des Nations Unies : principes, buts et pratiques.
- (ii) Le droit des institutions internationales.
- (iii) Le droit des relations diplomatiques et consulaires.
- (iv) Le droit international du développement.
- (v) Le droit international de l'environnement.
- (vi) Le droit économique international.
- (vii) Le droit pénal international.
- (viii) Le droit international humanitaire
- (ix) Le droit international du travail.
- (x) Le droit administratif international.
- (xi) Le droit de l'utilisation et de la réglementation des ressources naturelles.
- (xii) Le droit international du désarmement.
- (xiii) Le droit international de la mer et le droit maritime international.
- (xiv) Le droit international de l'intégration régionale.
- (xv) Le droit de l'unification, de l'intégration et de l'harmonisation.

En droit international privé, les sujets suivants, entre autres, pourraient être proposés à titre facultatif :

- (i) L'arbitrage international.
- (ii) Les contrats internationaux.
- (iii) Le droit international des sociétés.

## ANNEX II

For Public International Law, the following subjects, among others, might be offered on an optional basis :

- (i) The law and practice of the United Nations, its principles, purposes and practices.
- (ii) International institutional law.
- (iii) The law of diplomatie and consular relations.
- (iv) International law of development.
- (v) International environmental law.
- (vi) International economic law.
- (vii) International criminal law.
- (viii) International humanitarian law.
- (ix) International labour law.
- (x) International administrative law.
- (xi) The law on the use and regulation of natural resources.
- (xii) The international law of disarmament.
- (xiii) The international law of the sea and international maritime law.
- (xiv) The international law of regional integration.
- (xv) The law of unification, integration, and harmonization.

For Private International Law, the following subjects, among others, might be offered on an optional basis :

- (i) International arbitration.
- (ii) International contracts.
- (iii) International company law.

(iv) La responsabilité délictuelle et (iv) International torts.  
quasi-délictuelle.

(v) Le droit international de la famille (v) International family law and suc-  
et de la succession. cession.

\*

\*